

Paris, le 24 septembre 2019

## NOTE DES AUTORITÉS FRANÇAISES

**Objet :** HT. 5224 - Réponse des autorités françaises à la consultation de la Commission sur le projet de révision ciblée du RGEC

**P. J. :** Propositions de modification du projet de règlement

Les autorités françaises saluent l'initiative de la Commission visant à intégrer de nouvelles catégories d'aides dans le RGEC afin, notamment, de faciliter une combinaison de financements nationaux et de financements provenant du budget de l'UE dès lors qu'il est établi que les co-financements nationaux aux programmes européens Horizon Europe, Invest EU et de coopération territoriale sont qualifiés d'aides d'Etat au regard de la définition de l'article 107.1 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Les autorités françaises considèrent toutefois que cette proposition mérite d'être simplifiée sur certains points et précisée sur d'autres. Les autorités françaises insistent sur la nécessité d'une parfaite articulation des définitions et des concepts qui existent dans les textes régissant les fonds européens et le futur règlement général d'exemption pour améliorer l'application et l'efficacité de la réglementation européenne.

Les autorités françaises insistent sur le fait que cette réglementation :

- constitue l'un des outils de développement des politiques de l'Union européenne (notamment RDI, numérique, industrie, cohésion territoriale) ;
- dont la vocation est de favoriser le développement de projet utiles à la réalisation d'objectifs d'intérêt européen tout en préservant la concurrence sur le marché Unique ;

Aussi les textes qui sont complémentaires doivent :

- être bien articulés entre eux pour éviter toute erreur d'interprétation ;
- doivent être précis et se référer à des notions existantes (par exemple communication sur la notion d'aide d'Etat<sup>1</sup>) sans ajouter de nouvelles contraintes ;
- être strictement nécessaire aux objectifs. Elles désapprouvent toute disposition qui pourrait restreindre ou entraver le montage de projets nécessaire au développement de l'Union européenne, sans justification étayée au regard de l'objectif de préservation d'une concurrence saine au sein de l'Union européenne.

---

<sup>1</sup> Communication de la Commission 2016/C 262/01.

Les autorités françaises souhaitent formuler les observations suivantes sur cette proposition de révision du RGEC.

### **1. Consolidation du RGEC et date d'entrée en vigueur**

Les autorités françaises considèrent que les propositions de modifications de la Commission européenne sont cruciales pour les projets Horizon Europe, de coopération territoriale européenne ou encore de ceux soutenus par InvestEU. Elles estiment que ce RGEC révisé doit entrer en vigueur en même temps que la réglementation européenne applicable aux programmes dans le cadre de la programmation actuelle 2014-2020 et la prochaine 2021-2027. A cet égard, elles souhaiteraient que la Commission européenne précise le calendrier indicatif contenu dans la feuille de route.

Par ailleurs, les autorités françaises souhaitent qu'une consolidation du RGEC puisse être effectuée à des fins lisibilités. Celle-ci intégrerait les modifications du 14 juin 2017 et celles qui sont actuellement en cours de révision.

### **2. Dispositions relatives aux projets de Recherche développement et innovation (labels d'excellence et projets de cofinancement Horizon Europe, actions de formation d'équipe dans le cadre du programme H2020)**

Les autorités françaises estiment en premier lieu que le niveau de maturité technologique (*Technological Readiness Level*) ne s'applique pas à tous les secteurs scientifiques et technologiques et n'est pas forcément transposable (par exemple la recherche dans le domaine médical est défini en différentes phases de recherche clinique<sup>2</sup>). De surcroît, les autorités françaises doutent que cette précision soit utile aux Etats membres pour pouvoir garantir une bonne application des règles de concurrence sur le marché unique. Bien au contraire, elles risquent, du fait de leur déconnexion par rapport aux réalités du terrain de rendre encore plus délicate et imprécise la tâche de classification des coûts par phase de recherche par les services des Etats membres. Les autorités françaises suggèrent de supprimer la mention des TRL au point 6 du projet de modification du règlement ainsi que les mentions de niveau de maturité dans les définitions relatives à la recherche fondamentale, à la recherche industrielle et au développement expérimental (article 2 révisé du RGEC points 84,85,86). Elles suggèrent plutôt de recourir à des référentiels plus complets tels les manuels de Frascati (R&D) et d'Oslo (innovation). Dans l'hypothèse où ces niveaux étaient prévus dans la réglementation applicable aux projets de R&D cofinancés dans le cadre de Horizon Europe, les autorités françaises considèrent que du fait de la complémentarité des réglementations d'une part cette règle n'a pas à être étendue à l'ensemble des aides à la RDI (hors co-financements). Ce d'autant que les Etats membres s'appuieront sur l'instruction effectué par la Commission européenne pour simplifier la procédure d'octroi de l'aide.

Les autorités françaises accueillent favorablement l'exemption introduite par l'article 25 ter pour les projets de cofinancement évalués et sélectionnés de façon indépendante à la suite d'appels transnationaux lancés au titre du programme Horizon Europe. Cette possibilité devrait être étendue aux partenariats institutionnels fondés sur les articles 185 et 187 du TFUE, comme les projets Eurostars et Eureka faisant par définition l'objet d'un co-financement national et présentant une dimension clairement supranationale (41 membres Eureka, 36 membres Eurostars).

Etant entendu que les projets cofinancés dans le cadre de l'article 25 bis répondent clairement à l'intérêt européen commun, les autorités françaises proposent de modifier l'article 4 1 i) iv) du RGEC de la manière suivante (ajout en gras) :

---

<sup>2</sup> Décision ADNA

*« Si le projet est un projet Eureka ou est mis en œuvre par une entreprise commune établie sur la base de l'article 185 ou de l'article 187 du traité, ou si le projet est cofinancé dans les conditions de l'article 25 ter, les montants visés au point i) à iii) sont doublés ».*

### **3. Dispositions relatives aux projets de coopération territoriale européenne («CTE»).**

Les autorités françaises saluent les réelles avancées dans la proposition de texte concernant :

- l'inclusion de la catégorie des grandes entreprises ;
- l'augmentation de l'intensité d'aide maximale aux petites entreprises à 80% ;
- le fait que les aides aux projets CTE soient réputées avoir un effet incitatif ;
- l'introduction d'une exemption par catégorie simplifiée pour les projets pour lesquels les montants d'aide sont très faibles ;
- les précisions apportées en ce qui concerne les coûts admissibles ;
- la prise en compte de la spécificité des programmes CTE en ce qui concerne l'application des obligations de publication et reporting ;
- l'introduction dans le champ d'application des activités de production agricole primaire, d'aquaculture et de pêche.

Elles considèrent toutefois que certains points méritent d'être modifiés ou précisés pour faciliter l'articulation entre réglementations CTE et Aides d'Etat.

Les autorités françaises souhaiteraient pour davantage de clarté et de cohérence que la liste des coûts admissibles définis à l'article 20 soit alignée sur les dépenses éligibles prévues dans les différents textes applicables aux projets CTE, c'est-à-dire les articles 57 à 62 du nouveau règlement général portant dispositions communes, les articles 4 à 6 du nouveau règlement FEDER, les articles 38 à 43 du nouveau règlement CTE ainsi que les règles définies au niveau des programmes.

En outre, s'agissant de l'intensité maximale d'aide autorisée, celle-ci varie selon la catégorie d'entreprise considérée et, pour les grandes entreprises, elle s'élève à 65%, ce qui est inférieur au taux de cofinancement actuellement prévu par le règlement de coopération territoriale européenne (70%<sup>3</sup>, article 13). Un alignement des intensités maximales d'aides autorisées sur les dispositions relatives à la CTE et leur augmentation est nécessaire pour faciliter la mise en œuvre des projets, certains pouvant dépasser ces plafonds. Aussi les autorités françaises proposent que l'article 20§4 soit modifié ainsi : « *L'intensité de l'aide n'excède pas 80%* ».

Par ailleurs, si l'introduction à l'article 20 bis d'une exemption par catégorie simplifiée pour les projets pour lesquels les montants d'aide sont très faibles est une évolution notable, les autorités françaises souhaiteraient s'assurer que cette possibilité s'applique aux aides aux bénéficiaires indirects (par exemple des entreprises bénéficiant d'un programme de formation porté par les partenaires d'un projet CTE). Afin de faciliter la mise en conformité des aides d'Etat indirectes, une rédaction plus précise de l'article 20bis est souhaitable pour stipuler que ces dispositions s'appliquent notamment aux bénéficiaires finaux des projets CTE. A des fins de réduction de la charge administrative pesant sur ces bénéficiaires il serait utile que les obligations lourdes de reporting et monitoring ne s'appliquent pas pour ces aides indirectes qui sont susceptibles de concerner un nombre très important de bénéficiaires mais dont le montant est souvent très limité.

---

<sup>3</sup> « Sauf si, en ce qui concerne les programmes Interreg transfrontaliers extérieurs ou les programmes Interreg relevant du volet 3, un pourcentage plus élevé est fixé dans les règlements correspondants ».

Les autorités françaises proposent que l'article 20 bis soit modifié de la façon suivante : *«Article 20 bis Aides limitées octroyées aux entreprises bénéficiant indirectement des projets de coopération territoriale européenne*

*1. Les aides octroyées aux entreprises qui bénéficient indirectement des projets de coopération territoriale européenne relevant du règlement (UE) n° 1299/2013 du Parlement européen et du Conseil ou du [nouveau règlement CTE] sont compatibles avec le marché intérieur au sens de l'article 107, paragraphe 3, du traité et sont exemptées de l'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3, du traité, pour autant que les conditions prévues par le présent article et au chapitre I soient remplies.*

*2. Le montant total des aides relevant du présent article octroyées par entreprise et par projet n'excède pas 20 000 EUR.».*

#### 4. Disposition relatives à InvestEU

Les autorités françaises prennent note des deux scénarii développés par la Commission européenne afin d'une part de fournir des financements directs à des projets, notamment aux projets d'infrastructure et d'autre part de permettre aux banques nationales de développement de déployer les programmes qui succéderont à COSME ou les produits financiers InnovFin *via* des intermédiaires financiers commerciaux.

Elles accueillent également favorablement le fait que l'exemption de notification s'applique aussi bien aux financements nationaux contenus dans les produits financiers bénéficiant des soutiens du Fonds qu'au « compartiment États membres » d'InvestEU.

Elles souhaiteraient toutefois éclaircir le traitement des financements nationaux contenus dans les produits financiers bénéficiant des soutiens du Fonds Invest EU lorsque celui-ci est mis en œuvre par une banque ou institution publique nationale. Il semblerait pertinent que le traitement des aides dans ce cas soit identique à celui qui sera réservé aux investissements dans l'option où ceux-ci seront gérés par le groupe BEI ou une IFI. Toute entité accréditée par la Commission européenne pour la gestion indirecte du budget européen conformément au règlement financier devrait en effet se voir appliquer le même cadre réglementaire afin d'assurer des conditions d'accès équitables au programme InvestEU.

Par ailleurs au point 7 du préambule de la proposition de RGEC, les autorités françaises s'interrogent sur le fait que la Commission européenne veuille éclaircir les conditions dans lesquelles l'utilisation des ressources sont imputables à l'Etat dans des instructions complémentaires alors même que la Communication de la Commission sur la notion d'aide d'Etat précise ce critère de qualification de l'aide.

Concernant la modification de l'article 2 du RGEC les définitions des points 166 à 172, les autorités françaises souhaitent que les définitions introduites soient en parfaite adéquation avec celles qui figurent dans le règlement InvestEU et ses textes d'application (à titre d'exemple les points 166, 167 et 168 ne reprennent pas les termes du projet de règlement InvestEU). Cette cohérence est strictement nécessaire pour favoriser une bonne application de la réglementation en toute sécurité juridique. Les autorités françaises insistent en particulier sur la définition de petite ETI (article 2 point 185) qui n'est pas alignée sur celle du règlement InvestEU.

Plus largement, toute nouvelle définition pénalisant la mise en œuvre d'instruments ayant prouvé leur efficacité devrait être évitée. Pour couvrir toutes les formes d'innovation, la qualification du caractère innovant d'une entreprise devrait se faire sur la base de critères alternatifs mentionnés dans des orientations ou les termes de référence tel que pratiqué pour le programme InnovFin. Les autorités françaises recommandent ainsi de limiter le cadre réglementaire à la définition en vigueur d'« entreprise innovante » (article 1 point 80 du RGEC) et de supprimer les définitions proposées de « PME innovante » (article 2 point 183 de la proposition) et « ETI innovante » (article 2 point 184). Il est d'ailleurs signalé que cette dernière n'est, en termes de nombre d'employés, pas alignée aux

programmes actuels confirmés par les orientations d'investissements d'InvestEU (1 500 salariés au lieu de 3 000).

D'après le point 7. a) iv) du projet de règlement, les projets d'infrastructures ferroviaires seraient éligibles, mais le projet de règlement ne donne pas de définition d' « infrastructures ferroviaires ». Cette définition inclut-elle les centres d'essais (voie d'essais non ouverte aux circulations, propriété privée), ce que souhaiteraient les autorités françaises.

Le point v) ouvre la possibilité de financer l'achat de trains par des opérateurs nouveaux entrants. Cependant le point vi) ne reprend pas la restriction aux nouveaux entrants pour les « transports urbains » pourtant c'est le même contexte. En outre la définition des trains n'est pas précise, les autorités françaises considèrent que les tramways et les métros sont inclus.

Au paragraphe 10 a) du nouvel article 56 *sexies* du projet de règlement :

- Au point iii) les autorités françaises estiment que les phases de développement expérimental des grandes entreprises puissent être financées en dehors des zones d'aides à finalité régionales. Ces aides étant préalables à une production sur le marché ne distordent en principe pas la concurrence et elles comportent encore de grands risques. Elles permettent de remplir les objectifs en matière de R&D et d'innovation au sein de l'Union européenne. Aussi les autorités françaises souhaitent supprimer au paragraphe 10 a) iii) la mention suivante « ... *en ce qui concerne les grandes entreprises [...] le projet suffisamment rentable...* ».
- par ailleurs, au point v) elles estiment que les aides au numérique doivent s'appliquer aux petites entreprise à moyenne capitalisation et aux petites entreprise à moyenne capitalisation innovantes ;

Au paragraphe 11 (a) ii) Les autorités françaises, sur la base de l'expérience acquise dans le cadre de la notification ISF PME, souhaitent une extension de la période à 10 ans au lieu de 7 ans. Elles souhaitent ajouter aux points ii) et iii) les PME ou les petites entreprises à moyenne capitalisation et supprimer le point v). Ceci permettrait de financer les entreprises de croissance en dehors des seules zones d'aide à finalité régionales.

La modification de l'article 8 paragraphe 3 b) du RGEC n'est pas claire, les autorités françaises comprennent que par exemple :

- Pour le taux par exemple : Sur un coût éligible de 100 recevant un financement nominal de 50 et une aide à finalité régionale de 10 %, le montant de l'aide à finalité régionale sera de 5 ( $= (100-50) \times 10 \%$ ) et non de 10 ;
- Pour le seuil le montant sera, si nous reprenons l'exemple précédent de 50 et non de 100 pour définir le seuil.

La Commission européenne pourrait-elle confirmer cette interprétation et clarifier ce point ? Par ailleurs la rédaction du paragraphe concernant les prêts de premier rangs et leurs garanties ne sont pas claires.

Les autorités françaises s'interrogent sur la mise en œuvre des obligations de transparence (article 9) des aides InvestEU, elles estiment qu'elles pourraient relever du deuxième paragraphe.

Concernant les dispositions plus spécifiques du projet d'article 56 *sexies*, les autorités françaises souhaitent que la totalité des possibilités de financements ouvertes dans le règlement InvestEU soient reproduites.

Elles souhaitent que les montants maximaux de financements soient exprimés par bénéficiaires et par projet pour la part nominale de fonds entrant dans le champ des aides d'Etat.



## Annexe

### Propositions de modification du projet de règlement modifiant le RGEC

A l'article 1er du projet de modification du RGEC :

Supprimer les points 183 et 184 de l'article 2 (définitions de PME innovante et d'entreprise à capitalisation moyenne innovante).

L'article 4 1 i) iv) du RGEC devrait être complété (ajout en gras) :

*« Si le projet est un projet Eureka ou est mis en œuvre par une entreprise commune établie sur la base de l'article 185 ou de l'article 187 du traité, **ou si le projet est cofinancé dans les conditions de l'article 25 ter**, les montants visés au point i) à iii) sont doublés ».*

L'article 20, paragraphe 4 devrait être modifié comme suit :

*« L'intensité de l'aide n'excède pas 80 % »*

L'article 20 bis devrait être rédigé comme suit :

*«Article 20 bis Aides limitées octroyées aux entreprises bénéficiant indirectement des projets de coopération territoriale européenne*

*1. Les aides octroyées aux entreprises qui bénéficient indirectement des projets de coopération territoriale européenne relevant du règlement (UE) n° 1299/2013 du Parlement européen et du Conseil ou du [nouveau règlement CTE] sont compatibles avec le marché intérieur au sens de l'article 107, paragraphe 3, du traité et sont exemptées de l'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3, du traité, pour autant que les conditions prévues par le présent article et au chapitre I soient remplies.*

*2. Le montant total des aides relevant du présent article octroyées par entreprise et par projet n'excède pas 20 000 EUR.».*

A l'article 56 sexies paragraphe 10 a) :

Au iii), la mention suivante devrait être supprimée :

*«en ce qui concerne les grandes entreprises [...] le projet suffisamment rentable» .*

Au v), devrait être ajouté :

*« des petites entreprise à moyenne capitalisation et des petites entreprise à moyenne capitalisation innovantes ».*

A l'article 56 sexies paragraphe 11 (a) :

Au ii), il conviendrait de remplacer 7 ans par 10 ans et d'ajouter les petites entreprises à moyenne capitalisation (modification en gras) :

*« des PME **ou des petites entreprises à moyenne capitalisation** exerçant leurs activités depuis moins de **dix** ans après leur première vente commerciale; »*

Aux points iii), devraient être ajoutées les petites entreprises à moyenne capitalisation :

*« iii) des PME **ou des petites entreprises à moyenne capitalisation** intégrant un nouveau marché géographique ou de produits, lorsque l'investissement initial nécessaire pour entrer sur ce nouveau marché géographique ou de produits doit être supérieur à 50 % du chiffre d'affaires annuel moyen réalisé au cours des cinq années précédentes; »*

Le point v) devrait être supprimé.



## Proposed Amendments to the Draft Regulation Amending the GBER

In Article 1 of the draft amendment to the GBER:

Delete points 183 and 184 of article 2 (definitions of innovative SMEs and innovative mid-cap companies).

Article 4 1 (i) (iv) of the GBER should be completed (addition in bold):

*"If the project is a Eureka project or is implemented by a Joint Undertaking established on the basis of Article 185 or Article 187 of the Treaty, **or if the project is co-financed under the conditions of Article 25a** the amounts referred to in points (i) to (iii) are doubled "*

Article 20 (4) should be amended as follows:

*"Aid intensity does not exceed 80%"*

Article 20 bis should read as follows:

*"Article 20a Limited aid granted to undertakings benefiting indirectly from European territorial cooperation projects*

*1. Aid granted to undertakings indirectly benefiting from European territorial cooperation projects falling under Regulation (EU) No 1299/2013 of the European Parliament and of the Council or [the new CTE Regulation] is compatible with the internal market within the meaning of the Article 107 (3) of the Treaty and are exempted from the obligation to notify provided for in Article 108 (3) of the Treaty, provided that the conditions laid down in this Article and in Chapter I are fulfilled.*

*2. The total amount of aid under this Article granted per undertaking and per project shall not exceed EUR 20 000."*

In Article 56 sexiès (10) (a):

In (iii), the following statement should be deleted:

*"With regard to large companies [...] the project sufficiently profitable".*

In (v), should be added:

*"Small-cap mid-cap companies and innovative small-cap mid-cap companies".*

In Article 56 sexiès paragraph 11 (a):

In (ii), replace 7 years by 10 years and add small mid-cap companies (bold change):

*"SMEs **or small-cap mid-cap companies** that have been in business for less than **10** years after their first commercial sale;"*

In (iii), should be added small mid-cap companies:

*"(Iii) SMEs **or small-cap mid-cap companies** incorporating a new geographic or product market, where the initial investment needed to enter that new geographic or product market must be greater than 50% of the average annual turnover achieved in the previous five years; "*

Point v) should be deleted.